



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## **Cycles de l'eau - Schéma directeur hydraulique du bassin versant du Verdanson - Approbation**

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre de l'exercice de la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI), et de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), des études hydrauliques ont été menées depuis 2019 par les services de la Métropole sur le bassin versant du Verdanson.

Le Verdanson est un cours d'eau qui prend sa source sur la Commune de Grabels, traverse la Commune de Montpellier avant de rejoindre le Lez au sud du quartier des Aubes. Sur ce bassin versant, les crues sont particulièrement soudaines du fait de la rapidité du temps de réaction du cours d'eau, alimenté en grande partie par le ruissellement urbain. Des débordements sont régulièrement observés au droit de zones à enjeux lors d'épisodes pluvieux intenses.

A travers ces études, l'actualisation de la connaissance du risque à l'échelle du bassin versant du Verdanson permet la prise en compte des risques dans l'aménagement et la maîtrise du coût des dommages liés à l'inondation par la connaissance et la réduction de la vulnérabilité des biens par le respect des principes d'un aménagement du territoire qui intègre les risques d'inondation.

Les études conduites ont pris en compte les effets de l'imperméabilisation liés au développement urbain avec les projets connus à ce jour. Elles ont tenu compte des risques de crue des cours d'eau mais aussi des effets du ruissellement pluvial à l'échelle du bassin versant. Les études prennent ainsi en compte un certain nombre de projets urbains comme les Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) Euromédecine et Gimel. Les études qui concernent l'ensemble du bassin versant, se sont particulièrement concentrées sur la situation des équipements hospitaliers du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Lapeyronie et Arnaud-de-Villeneuve, traversé par le Font d'Aurelle, le principal affluent du Verdanson. Elles ont bénéficié des outils de modélisation les plus performants du moment et se sont basées sur des données précises de terrain.

Les études ont abouti à une nouvelle cartographie des hauteurs d'eau générées pour des pluies centennale et exceptionnelle, et une pluie telle que celle enregistrée en septembre 2014 sur le territoire de la Métropole. Cette cartographie est très différente de celle connue jusque-là au travers du Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI) de la Ville de Montpellier et met en évidence un niveau d'exposition au risque inondation des établissements hospitaliers extrêmement préoccupant avec des hauteurs d'eau estimées à plus de deux mètres dans les bâtiments existants qui accueillent quotidiennement plus de 10 000 patients et personnels de santé. La topographie naturelle du bassin versant mais aussi des aménagements réalisés expliquent la vulnérabilité du site hospitalier aux événements climatiques d'importance mais aussi aux événements d'occurrence plus faible en cas d'embâcle. Le CHU de Montpellier est un établissement de premier plan dans le système de santé français en tant que pôle sanitaire d'envergure régionale, pôle de référence qui dispense des soins rares et aussi pôle d'excellence intellectuel par son activité de recherche et les formations situées en son sein, toute inondation aurait des conséquences majeures.

Pour répondre aux enjeux du territoire concerné par cette nouvelle connaissance du risque inondation et aux conséquences pour les personnes, les biens, l'offre de soin régionale, les activités de recherche, universitaires et économiques, les études ont permis de proposer un schéma directeur hydraulique cohérent à l'échelle du bassin versant pour diminuer de façon significative le risque inondation au droit des zones à enjeux. Ce schéma directeur servira également de référence pour les documents de planification urbaine et permettra d'encadrer les dossiers loi sur l'eau des prochains projets urbains, comme document guide, facilitant ainsi leur mise en œuvre et garantissant la cohérence globale des aménagements et de leurs objectifs à l'échelle du bassin versant.

Afin de répondre à l'ensemble des objectifs recherchés, l'analyse hydraulique a conclu à la nécessité

d'augmenter le niveau de protection des enjeux existants par des systèmes d'endiguement, la reprise d'ouvrage de franchissement et la réalisation de bassins écrêteur de crue. Le schéma directeur permet aussi de fixer des débits objectifs sur plusieurs points du bassin versant. Ces débits objectifs devront être pris en compte par les futurs projets urbains, notamment à travers le respect de la compensation de l'imperméabilisation nouvelle, afin de garantir dans le temps le niveau de sûreté des enjeux existants protégés par les aménagements proposés.

Le schéma directeur hydraulique prévoit ainsi les aménagements suivants :

- Un système d'endiguement permettant la mise en sécurité du CHU de Montpellier jusqu'à un évènement exceptionnel ;
- La construction d'un bassin écrêteur de crue de 45 000 m<sup>3</sup> sur le secteur de la Valsière pour compenser les effets du système d'endiguement du CHU et ne pas aggraver le risque sur les enjeux situés en aval du CHU, mais également réduire la vulnérabilité des quartiers urbanisés le long du Font d'Aurelle entre ce bassin et le CHU, à proximité de la rue Croix Lavit, de la Faculté de Pharmacie et du Centre National de la Recherche Scientifique, jusqu'à une crue d'occurrence centennale ;
- La construction d'un bassin écrêteur de crue de 10 000 m<sup>3</sup> au niveau de la future ZAC Gimel pour réduire la vulnérabilité de la ZAC Malbosc, du tramway et du Château d'O ;
- La reconstruction du pont de la Voie Domitienne et le réaménagement du Verdanson en aval jusqu'à l'avenue Charles-Flahault pour réduire la fréquence de submersion de la voirie qui passerait d'une occurrence d'environ 2 ans à 100 ans.

Les études ont également permis de confirmer, avec l'actualisation des nouvelles références de pluies, que le niveau de sûreté du système d'endiguement réalisé ces dernières années par la Métropole sur le Verdanson aval au niveau du quartier de la Pépinière était garanti. Cet ouvrage protège 1 040 personnes.

Compte tenu de l'urgence à intervenir au regard des enjeux de sécurité publique et des enjeux sanitaires et humains, le système d'endiguement du CHU de Montpellier a déjà été réalisé par la Métropole, la protection du CHU est effective depuis fin 2021.

Le montant estimatif des aménagements hydrauliques prévus au schéma directeur s'élève à 10 M€ TTC, dont 9M€ sont inscrits à la PPI. Les aides financières pour la protection du CHU de Montpellier, pour un coût d'opération de 7,2M€, ont déjà été accordées par l'Etat et la Région Occitanie.

Les études et dossiers réglementaires pour la construction du bassin de la Valsière, la reprise du pont de la Voie Domitienne et des berges du Verdanson sont en cours, ceux sur le bassin de Gimel démarreront prochainement.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes du schéma directeur hydraulique du bassin versant du Verdanson ;
- D'autoriser la poursuite des aménagements proposés,
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-190515-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.